

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant levée de mise en demeure
à l'encontre de la société Minoterie Coopérative de Courçon
pour ses activités de fabrication de farine
sur le territoire de la commune de Courçon (17170)

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 2025 mettant en demeure la société Minoterie Coopérative de Courçon, dont le siège social est situé 17 rue de la Minoterie à Courçon (17170), de respecter les prescriptions techniques qui lui sont applicables pour ses installations situées à la même adresse sur la commune de Courçon (17170) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu la visite d'inspection du 18 septembre 2025 réalisée au 17 rue de la Minoterie à Courçon (175170) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 janvier 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société Minoterie Coopérative de Courçon respecte désormais les prescriptions applicables pour ses installations et qu'à la date d'édiction du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 11 février 2025 susvisé sont satisfaites ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 11 février 2025 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1 -

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 février 2025 susvisé pris à l'encontre de la société Minoterie Coopérative de Courçon lui enjoignant de respecter les prescriptions applicables pour ses installations situées au 17 rue de la Minoterie à Courçon (17170) sont abrogées.

Article 2 -

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

Article 3 -

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 -

Le présent arrêté sera notifié à la société Minoterie Coopérative de Courçon.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Madame le Maire de Courçon,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **19 JAN. 2026**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Emmanuel CAYRON

